

MANUEL DE COOPERATION TECHNIQUE CONCERNANT LES
PRESCRIPTIONS EN MATIERE DE NOTIFICATION

Accords commerciaux régionaux

1. La présente section du Manuel concernant les prescriptions en matière de notification couvre les obligations de notification en rapport avec les accords commerciaux régionaux (REG), y compris celles du Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XXIV du GATT de 1994. Elle comprend cinq parties:

- Partie I: Aperçu des prescriptions en matière de notification
- Partie II: Liste des obligations de notification
- Partie III: Document(s) concernant les lignes directrices et les modèles de présentation
- Partie IV: Exemples fictifs de notifications
- Partie V: Texte des dispositions juridiques

2. Pour les pays accédants, les délais pour la présentation des notifications seront définis dans les Protocoles d'accession.

Note: Le Manuel concernant les prescriptions en matière de notification ne constitue pas une interprétation juridique des obligations de notification découlant des accords couverts. Il a été préparé par le Secrétariat dans le but d'aider les Membres à s'acquitter de leurs obligations de notification.

REG-I

ACCORDS COMMERCIAUX REGIONAUX

APERCU DES PRESCRIPTIONS EN MATIERE DE NOTIFICATION

ACCORDS COMMERCIAUX REGIONAUX

La non-discrimination dans le commerce international est la clé de voûte de l'Accord sur l'OMC. Ce principe, énoncé à l'article premier de l'Accord général de 1994, oblige les Membres de l'OMC à s'accorder mutuellement et sans condition tous les avantages, faveurs, privilèges ou immunités concernant les droits de douane, les impositions, la réglementation et les procédures applicables aux produits originaires ou à destination du territoire de toutes les autres parties contractantes. Par conséquent, tout Membre de l'OMC qui accorderait un traitement préférentiel à des produits originaires exclusivement d'un groupe de pays déterminé violerait ses obligations dans le cadre de l'OMC.

L'effet de cette règle est toutefois atténué par l'article XXIV de l'Accord général et par la *Décision relative au traitement différencié et plus favorable, à la réciprocité et à la participation plus complète des pays en voie de développement*, également appelée Clause d'habilitation. Aux termes de l'article XXIV, les Membres de l'OMC pourraient établir des unions douanières ou des zones de libre-échange, sous réserve qu'ils remplissent plusieurs conditions, notamment, dans le cas des unions douanières, l'élimination des droits de douane et des autres réglementations commerciales restrictives pour l'essentiel des échanges commerciaux entre les membres de l'union et le maintien de droits de douane et d'autres réglementations identiques en substance dans leurs échanges commerciaux avec le monde extérieur.

La Clause d'habilitation autorise les pays en développement à s'accorder mutuellement des préférences commerciales sans avoir à les accorder à d'autres Membres de l'OMC. Toutefois, il est explicitement indiqué dans la Clause d'habilitation que l'objet de tout arrangement de commerce préférentiel devrait être de "faciliter et promouvoir le commerce des pays en voie de développement et non [d']élever des obstacles ou [de] créer des difficultés indues au commerce de toutes autres parties contractantes". L'article XXIV énonce une condition similaire.

Afin d'assurer la transparence, l'article XXIV comme la Clause d'habilitation disposent que les parties à des arrangements commerciaux régionaux doivent notifier sans retard leurs accords à l'OMC. Cette prescription a pour objet de donner à l'OMC la possibilité d'examiner la compatibilité desdits accords avec les règles multilatérales.

A. Obligations de notification découlant de la Clause d'habilitation

La Clause d'habilitation n'indique pas de modèle de présentation particulier à adopter par les pays en développement souhaitant s'accorder mutuellement des préférences. Il est simplement disposé au paragraphe 4 que "Toute partie contractante qui prendra des mesures pour instituer un arrangement ... ou, ultérieurement, pour modifier ou cesser d'accorder un traitement différencié et plus favorable: a) en donnera notification aux PARTIES CONTRACTANTES et leur fournira tous les renseignements qu'elles pourront juger appropriés au sujet de ces mesures" (voir **IBDD, S26/223**). Dans la pratique, les pays en développement souhaitant établir un groupement de commerce préférentiel doivent citer nommément dans leur communication à l'OMC les parties à l'arrangement et le champ d'application de l'accord, c'est-à-dire les secteurs de leur économie auxquels celui-ci s'applique. Le texte du projet de traité ou d'accord entre les parties à l'arrangement commercial devrait être joint en annexe à la notification.

B. Notifications au titre de l'article XXIV du GATT de 1994 - Unions douanières, zones de libre-échange et accords provisoires conclus en vue de l'établissement d'une union douanière ou d'une zone de libre-échange

i) *Article XXIV:7 de l'Accord général de 1994*

L'article XXIV n'indique pas de modèle de présentation particulier à adopter par les pays souhaitant établir un arrangement de commerce régional. Il est simplement disposé au paragraphe 7 a)

que les parties contractantes devraient "aviser sans retard [de l'accord] les PARTIES CONTRACTANTES et leur [fournir], en ce qui concerne cette union ou cette zone, tous les renseignements qui leur permettront d'adresser aux parties contractantes les rapports et les recommandations qu'elles jugeront appropriés".

Dans la pratique, la notification doit indiquer les parties à l'arrangement et le champ d'application de l'accord et préciser si celui-ci a pour objet l'établissement d'une zone de libre-échange ou d'une union douanière ou s'il s'agit d'un accord provisoire. Pour les accords provisoires, la période de transition doit être indiquée. Le texte du traité ou de l'accord entre les parties doit être joint en annexe à la notification. Celle-ci devrait être inscrite à l'ordre du jour des travaux du Conseil du commerce des marchandises (CCM) au moins dix jours avant la première réunion du Conseil suivant la signature de l'accord (voir **IBDD, S18/40 et S19/14**).

ii) *Dispositions du Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XXIV du GATT de 1994*

Le paragraphe 9 du Mémoire d'accord prévoit que les Membres parties à un accord provisoire notifieront les modifications substantielles du plan et du programme compris dans cet accord au CCM qui, si demande lui en est faite, examinera ces modifications. Le paragraphe 11 dispose que les unions douanières et les entités constitutives des zones de libre-échange feront rapport périodiquement au CCM, ainsi qu'il est envisagé dans IBDD, S18/42, sur le fonctionnement de l'accord considéré. Toutes modifications et/ou tous faits nouveaux notables concernant un accord devraient être notifiés dès qu'ils interviendront.

Les parties devraient notifier tout changement matériel de situation, par exemple l'admission de nouveaux membres ou, dans le cas d'un accord provisoire, la modification du calendrier d'établissement d'une zone de libre-échange ou d'une union douanière. De même, si les membres d'une zone de libre-échange veulent établir une union douanière, ils devraient notifier ce fait et aviser les Membres des nouveaux taux de droits applicables aux importations en provenance de pays tiers.

iii) *Le Comité des accords commerciaux régionaux*

Après des discussions approfondies, le Conseil général est convenu en février 1996 d'établir un Comité des accords commerciaux régionaux. Aux termes de son mandat, celui-ci doit procéder à l'examen des accords commerciaux régionaux, déterminer comment procéder à l'établissement des rapports biennaux requis concernant leur fonctionnement et formuler des recommandations à ce sujet, élaborer des procédures destinées à faciliter et à améliorer le processus d'examen et examiner les conséquences systémiques de ces accords et initiatives régionales pour le système commercial multilatéral et les relations entre eux.

L'établissement du Comité est sans conséquences sur les obligations de notification des Membres. Toutes les notifications sont examinées par l'organe approprié, à savoir le Conseil du commerce des marchandises, le Conseil du commerce des services ou le Comité du commerce et du développement. Le Comité des accords commerciaux régionaux examine seulement les accords dont il est saisi par l'un de ces trois organes.

Pour faciliter la procédure d'examen, le Comité a élaboré un modèle de présentation type que doivent utiliser les Membres lorsqu'ils notifient leurs accords à l'OMC (WTO/REG/W/6).

REG-II

ACCORDS COMMERCIAUX REGIONAUX

OBLIGATIONS DE NOTIFICATION

ARRANGEMENTS COMMERCIAUX REGIONAUX**OBLIGATIONS EN MATIERE DE NOTIFICATION**

<u>Numéro</u>	<u>Prescriptions en matière de notification</u>	<u>Type de mesure</u>	<u>Périodicité</u>	<u>Mode de présentation</u>	<u>Membres présentant les notifications</u>	<u>A adresser à</u>
1.	Arrangements régionaux GATT de 1994, art. XXIV:7 a) - unions douanières et zones de libre-échange	Etablissement d'unions douanières et de zones de libre-échange	Ad hoc	Néant	Membres de l'OMC - ad hoc	Conseil du commerce des marchandises
2.	Arrangements régionaux GATT de 1994, art. XXIV:7 a) - accords provisaires (unions douanières)	Accords provisoires en vue de l'établissement d'unions douanières	Ad hoc	Néant	Membres de l'OMC - ad hoc	Conseil du commerce des marchandises
3.	Arrangements régionaux GATT de 1994, art. XXIV:7 a) - accords provisaires (zones de libre-échange)	Accords provisoires en vue de l'établissement de zones de libre-échange	Ad hoc	Néant	Membres de l'OMC - ad hoc	Conseil du commerce des marchandises
4.	Arrangements régionaux GATT de 1994, art. XXIV:7 c)	Modification substantielle du plan ou du programme figurant dans tout accord provisoire en vue de l'établissement d'une union douanière ou d'une zone de libre-échange (paragraphe 5 c))	Ad hoc	Néant	Membres de l'OMC - ad hoc	Conseil du commerce des marchandises

5.	Arrangements régionaux Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XXIV du GATT de 1994, paragraphe 9	Accords provisoires (modification du plan et du programme)	Ad hoc	Néant	Membres de l'OMC - ad hoc	Conseil du commerce des marchandises
6.	Arrangements régionaux Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XXIV du GATT de 1994, paragraphe 11	Unions douanières et zones de libre-échange	Tous les deux ans	Néant	Membres de l'OMC - ad hoc	Conseil du commerce des marchandises
7.	Arrangements régionaux Décision des PARTIES CONTRACTANTES (IBDD, S18/40, 42, paragraphe 4)	Examen, tous les deux ans, des rapports sur les arrangements préférentiels	Tous les deux ans	Néant	Membres de l'OMC	Conseil du commerce des marchandises
8.	Arrangements régionaux Décision relative au traitement différencié et plus favorable, à la réciprocité et à la participation plus complète des pays en voie de développement (Clause d'habilitation), paragraphe 4 (voir IBDD, S26/223)	Arrangements de commerce préférentiel entre pays en développement	Ad hoc	Néant	Pays en développement Membres	Comité du commerce et du développement

REG-III

ACCORDS COMMERCIAUX REGIONAUX

DOCUMENTS

IBDD, S18/40, 42 ET SUIV.

IBDD, S19/14

WT/REG/W/6

PROGRAMME DE TRAVAIL DES PARTIES CONTRACTANTES

RESUME DU PRESIDENT

(L/3641)

A. A la dernière séance de la vingt-septième session, tenue le 26 novembre 1971, le Président a présenté le résumé suivant:

Négociations commerciales entre pays en voie de développement

1. Les PARTIES CONTRACTANTES viennent d'adopter une décision concernant les négociations commerciales entre pays en voie de développement, qui autorise la dérogation nécessaire aux dispositions de l'article premier de l'Accord général.

Politique commerciale et groupes d'experts

2. La proposition suédoise en vue de l'institution d'un groupe de politique commerciale composé de hautes personnalités, et la proposition australienne d'instituer un petit groupe d'experts indépendants du commerce des produits agricoles, ont mobilisé de nombreux partisans parmi les délégations. Toutefois, ce soutien a été insuffisant pour permettre aux PARTIES CONTRACTANTES d'adopter les deux propositions, car certaines délégations ont estimé que ces propositions étaient prématurées. Il appartiendra au Conseil de revenir plus tard sur la question si les parties contractantes le souhaitent.

Adoption des rapports

3. Comme suite à nos débats, il nous faut maintenant considérer comme adoptés les rapports du Comité du commerce des produits industriels, du Comité de l'agriculture et du Comité du commerce et du développement.

4. Une concordance générale de vues s'est dégagée sur les points suivants:

a) *Groupe des Trois*

Les PARTIES CONTRACTANTES ont décidé que le Groupe des Trois devrait être maintenu pour assurer l'exécution des mesures à entreprendre pour donner suite à son rapport. Le Groupe devrait explorer avec les parties contractantes concernées les possibilités de résoudre les difficultés liées à la mise en oeuvre de ses recommandations et les progrès auxquels elle a donné lieu. A la lumière des discussions des groupes et des comités compétents du GATT, le Groupe des Trois pourra également élaborer des recommandations ou des suggestions visant à faciliter la mise en oeuvre de la Partie IV de l'Accord général. Le Groupe devrait, selon les procédures habituelles, présenter un rapport au Comité du commerce et du développement et aux PARTIES CONTRACTANTES.

b) *Elargissement de la CEE*

i) Les PARTIES CONTRACTANTES attendent avec intérêt la conclusion des négociations relatives à l'accession au Traité de Rome d'un certain nombre de pays européens.

ii) Elles prient le Directeur général d'engager, au moment approprié, des consultations avec les parties contractantes intéressées en vue de formuler et de présenter au Conseil le mandat d'un Groupe de travail. Bon nombre de délégations ont exprimé le voeu que le Directeur général engage ces consultations immédiatement après la signature de chaque accord.

c) *Rapports sur les accords régionaux*

Les PARTIES CONTRACTANTES chargent le Conseil d'établir un calendrier fixant les dates de l'examen des rapports sur les arrangements préférentiels qui aura lieu tous les deux ans.

d) *Etude statistique des flux commerciaux sous régime de la nation la plus favorisée et sous régime préférentiel*

Les PARTIES CONTRACTANTES décident d'établir dans toute la mesure du possible les faits d'ordre statistique relatifs à leurs échanges sous le régime de la nation la plus favorisée et sous le régime d'autres taux de droits. En conséquence, le Directeur général est prié de déterminer, pour chaque partie contractante participant à l'Accord général à la date de la vingtseptième session, et pour les parties contractantes considérées conjointement, le chiffre total des importations sous le régime de la nation la plus favorisée et le chiffre total des importations sous régime préférentiel, de toutes provenances et par pays, y compris les importations en provenance d'autres parties à des unions douanières, à des zones de libre-échange et à des arrangements commerciaux de caractère spécial. Les calculs devraient être faits pour les années représentatives de la période 1955 à 1970 inclusivement.

Dans sa tâche, le secrétariat sera guidé par le Groupe de travail qui lui donnera des directives appropriées.

Les conclusions de fait du Directeur général devraient être portées à la connaissance du Conseil dans un délai de six mois. Le Conseil examinera alors les mesures additionnelles à prendre.

5. *Comité du commerce des produits industriels*

En ce qui concerne les travaux futurs du Comité du commerce des produits industriels relatifs aux obstacles non tarifaires, il a été généralement convenu qu'il fallait surtout mettre énergiquement l'accent sur la poursuite des travaux déjà en cours concernant les normes et les régimes de licences, afin de pouvoir soumettre prochainement des textes aux gouvernements, comme cela a déjà été fait pour la question de la valeur en douane.

En outre, il a été généralement convenu que le moment était venu de sélectionner un certain nombre d'autres obstacles non tarifaires, afin de procéder en ce qui les concerne à un travail similaire au fur et à mesure que le calendrier des travaux des divers groupes le permettrait. De l'avis général, il y aurait lieu de sélectionner les sujets d'étude ci-après. Le Groupe n° 1 étudierait les subventions à l'exportation qui font l'objet des dispositions du paragraphe 4 de l'article XVI. Le Groupe n° 2 étudierait le problème des documents d'importation et des formalités consulaires. Le Groupe n° 3 devrait étudier les problèmes d'emballage et de marquage. Il a été aussi convenu généralement qu'il faudrait continuer d'explorer les possibilités d'ajouter de nouveaux thèmes à ce programme de travail.

En ce qui concerne l'étude tarifaire, il semblerait que, de l'avis général, il y ait lieu d'adopter le programme de travail exposé dans le rapport du Comité du commerce des produits industriels.

6. *Déclaration relative à la politique commerciale*

Les PARTIES CONTRACTANTES sont conscientes des risques d'instabilité et de désordre dans les relations commerciales.

Elles reconnaissent qu'il serait dangereux, économiquement et politiquement, que se prolongent des débats et une confrontation sur des problèmes qu'il est de l'intérêt de tous de résoudre.

Cependant, les PARTIES CONTRACTANTES sont convaincues que la situation actuelle, malgré la gravité des risques qu'elle présente, offre également des possibilités d'action constructive. Elles reconnaissent qu'il importe d'éviter ces risques et de profiter de ces possibilités par une action concrète dans le domaine des relations commerciales.

Les PARTIES CONTRACTANTES réaffirment leur ferme intention de poursuivre leur collaboration dans le cadre du GATT en vue de surmonter les problèmes et les différends commerciaux. Elles réaffirment leur détermination de continuer à accorder une attention particulière aux problèmes commerciaux des pays en voie de développement et à la solution de ces problèmes.

Les PARTIES CONTRACTANTES sont convenues de ne négliger, dans le cadre du programme du GATT pour l'expansion des échanges, aucune occasion de réaliser de nouveaux progrès dans la libéralisation des échanges, qu'il s'agisse de mesures particulières ou de groupes de mesures, tant dans le secteur industriel que dans le secteur agricole.

Elles sont également convenues de saisir toutes les occasions qui pourraient se présenter de régler des problèmes commerciaux particuliers, notamment ceux qui sont considérés comme les plus dangereux et les plus irritants et dont l'élimination atténuerait les frictions actuelles.

Les PARTIES CONTRACTANTES sont convenues en outre que leur intention est, dans une optique plus lointaine, de se fixer comme objectif principal de prendre au GATT une nouvelle initiative majeure afin de traiter les problèmes commerciaux à long terme dès qu'il sera possible de le faire.

Une large majorité s'est prononcée en faveur de l'addition à la déclaration des phrases dont le libellé suit:

Conformément à leur intention d'oeuvrer conjointement en vue de la solution des problèmes et des différends commerciaux, les PARTIES CONTRACTANTES chargent le Conseil, pour le court terme, de prendre dans les mois qui viennent des dispositions appropriées afin d'identifier les problèmes commerciaux susceptibles d'une solution rapide et d'arrêter les procédures en vue d'un règlement de ces problèmes en 1972. Pour le long terme, les PARTIES CONTRACTANTES chargent le Conseil de prendre des dispositions en vue d'analyser et d'évaluer les différentes techniques et modalités possibles pour traiter dans le cadre du GATT les problèmes à long terme qui affectent le commerce mondial dans les secteurs industriel et agricole.

Certaines autres délégations, par contre, n'étaient pas en mesure d'accepter ces phrases, et ont proposé l'addition suivante:

Conformément à leur intention d'oeuvrer conjointement en vue de la réalisation des objectifs exposés ci-dessus, les PARTIES CONTRACTANTES confirment le mandat donné au Conseil en 1970 et chargent les comités compétents d'examiner diverses techniques et modalités pour donner, le moment venu, l'impulsion nécessaire en vue d'une nouvelle action multilatérale et générale, dans le cadre du GATT, dans le sens d'une libéralisation accrue du commerce international.

B. *Antérieurement, à la séance du 22 novembre 1971, le Président avait résumé comme suit certains points concernant le commerce des pays en voie de développement:*

Compte tenu des recommandations du Groupe des Trois et des opinions exprimées par les délégués, le secrétariat devrait réunir pour chaque pays en voie de développement des renseignements qui permettraient de connaître les obstacles tarifaires et non tarifaires affectant leurs exportations et indiqueraient le volume des échanges concernés.

Pour ce qui est du commerce des produits tropicaux, les propositions relatives à des consultations entre toutes les parties contractantes intéressées, qui viseraient à rechercher la possibilité d'une action concertée pour libéraliser le commerce des huiles végétales et des oléagineux sur une base multilatérale, devraient être suivies et les initiatives nécessaires à cet effet devraient être prises par l'organisme approprié du GATT.

En préparant la voie à une action multilatérale concernant des types déterminés d'obstacles non tarifaires, le Comité du commerce des produits industriels et ses divers groupes devraient continuer d'accorder une attention particulière aux problèmes commerciaux particuliers des pays en voie de développement ainsi qu'à la solution de ces problèmes dans le cadre des solutions élaborées au sein de ces organismes.

Les parties contractantes devraient continuer de rechercher les possibilités d'agir par priorité, en dehors des solutions multilatérales actuellement en voie d'élaboration au sein des principaux comités du GATT, en vue d'éliminer ou d'abaisser les obstacles au commerce des produits agricoles et industriels originaires des pays en voie de développement.

UNIONS DOUANIERES ET ZONES DE LIBRE-ECHANGE

PROCEDURES

Décision du Conseil adoptée le 25 octobre 1972¹

Le Conseil note qu'aux termes de l'article XXIV, paragraphe 7, alinéa *a*) de l'Accord général, toute partie contractante qui décide d'entrer dans une union douanière ou de faire partie d'une zone de libre-échange ou de participer à un accord provisoire conclu en vue de l'établissement d'une telle union ou d'une telle zone, est tenue d'en aviser sans retard les PARTIES CONTRACTANTES.

Sans préjudice des obligations légales de notification qui découlent de l'article XXIV, le Conseil décide d'inviter les parties contractantes qui signent un accord relevant des dispositions des paragraphes 5 à 8 de l'article XXIV, à inscrire la question à l'ordre du jour de la première réunion du Conseil qui suivra la signature, pour autant que le délai de dix jours prescrit pour l'inscription des points à l'ordre du jour puisse être respecté. L'inscription du point devrait permettre au Conseil de fixer les procédures de l'examen de l'accord.

¹C/M/81, page 16.

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/REG/W/6

15 août 1996

(96-3224)

Comité des accords commerciaux régionaux

MODELE DE PRESENTATION TYPE POUR LA COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS SUR LES ACCORDS COMMERCIAUX REGIONAUX¹

Note du Président

Le modèle de présentation type pour la communication de renseignements sur les accords commerciaux régionaux a pour but de faciliter et de normaliser la communication des premiers renseignements par les parties à des accords commerciaux régionaux.² Les parties peuvent se conformer volontairement aux prescriptions du modèle de présentation type; à cet égard, ce dernier devrait être considéré comme un ensemble de lignes directrices fournies par le Président concernant les renseignements essentiels qui pourraient être communiqués par les parties notifiant des accords commerciaux régionaux à l'OMC.

Conformément au mandat adopté pour l'examen des accords régionaux (y compris les points convenus en annexe)³, le modèle de présentation type inclut des renseignements utiles pour ce qui est des aspects du processus d'examen qui intéressent la transparence et la compatibilité. Les renseignements requis dans ce modèle de présentation type ne préjugent pas de la portée de l'examen de la compatibilité prévue dans le processus d'examen, ni ne remplacent l'obligation faite aux parties à des accords commerciaux régionaux de communiquer aux Membres tous les textes de loi applicables ainsi que des données commerciales et tarifaires détaillées. De plus, ils n'empêchent pas les Membres de poser des questions par écrit et de demander des renseignements supplémentaires aux parties.⁴

Comme les renseignements demandés dans le modèle de présentation type concernent principalement les disciplines commerciales appliquées conformément à l'accord commercial régional, il est peu probable qu'ils fassent double emploi avec les renseignements communiqués à d'autres organes de l'OMC.

¹A sa réunion du 31 juillet 1996, le Comité des accords commerciaux régionaux a pris acte du modèle de présentation type pour la communication de renseignements sur les accords commerciaux régionaux.

²Les renseignements concernant le commerce des services peuvent être intégrés à la demande de renseignements à la lumière de l'expérience acquise dans l'examen des accords sur le commerce des services.

³Depuis que le Conseil du commerce des marchandises a adopté le mandat concernant l'élargissement des Communautés européennes à sa réunion du 20 février 1995 (WT/REG3/1), tous les mandats sont adoptés en même temps que des points convenus qui sont présentés par le Président et qui se lisent en partie ainsi: "... le Groupe de travail procéderait à son examen à la lumière des dispositions pertinentes des Accords indiqués à l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC, mais dans les conclusions de son rapport il se bornerait à se prononcer sur la compatibilité avec les dispositions de l'article XXIV".

⁴"Toute partie contractante qui décide d'entrer dans une union douanière ou de faire partie d'une zone de libre-échange ou de participer à un accord provisoire conclu en vue de l'établissement d'une telle union ou d'une telle zone avisera sans retard les PARTIES CONTRACTANTES et leur fournira, en ce qui concerne cette union ou cette zone, tous les renseignements qui leur permettront d'adresser aux parties contractantes les rapports et les recommandations qu'elles jugeront appropriés." (paragraphe 7 a) de l'article XXIV)

**MODELE DE PRESENTATION TYPE POUR LA COMMUNICATION
DE RENSEIGNEMENTS SUR LES ACCORDS
COMMERCIAUX REGIONAUX**

Lignes directrices du Président

I. Renseignements généraux sur l'accord

1. Liste des membres et dates de signature, de ratification et d'entrée en vigueur.
2. Type d'accord
Union douanière, zone de libre-échange, arrangement préférentiel entre pays en développement, accord provisoire. Programme et calendrier.
3. Champ d'application
Produits visés par l'accord, et produits exclus, y compris des données sur la gamme de produits visés. Produits qui seront visés par l'accord à un stade ultérieur.
4. Données commerciales
Données sur les échanges entre les pays signataires et les échanges extérieurs concernant la période la plus récente pour laquelle des statistiques sont disponibles, en fonction des produits et partenaires principaux. Dans la mesure du possible, estimations disponibles concernant les effets de création et de détournement d'échanges.

II. Dispositions en matière de commerce

1. Restrictions à l'importation
Restrictions qui s'appliquent actuellement aux échanges entre les pays signataires et échanges commerciaux touchés par ces restrictions. Calendrier prévu dans l'accord pour leur démantèlement. Restrictions concernant les échanges entre les pays signataires qui demeureront en vigueur après que l'accord aura été mis en oeuvre intégralement.
 - 1.1 Droits et impositions
Droits de douane, contingents tarifaires, impositions ayant un effet équivalent à des droits de douane et droits à caractère fiscal touchant les échanges de produits visés par l'accord; restrictions en vigueur et échanges commerciaux touchés par ces restrictions, calendrier prévu pour leur démantèlement et restrictions résiduelles.
 - 1.2 Restrictions quantitatives
Restrictions quantitatives et mesures ayant un effet équivalent touchant les échanges de produits visés par l'accord; restrictions en vigueur et échanges commerciaux touchés par ces restrictions, calendrier prévu pour leur démantèlement et restrictions résiduelles.
 - 1.3 Tarif extérieur commun
Méthode utilisée pour établir le tarif extérieur commun (TEC). Calendrier de mise en oeuvre du TEC. Renseignements concernant les négociations au titre de l'article XXIV:6.
2. Restrictions à l'exportation
Restrictions qui s'appliquent actuellement aux échanges entre les pays signataires et échanges commerciaux touchés par ces restrictions. Calendrier prévu dans l'accord pour leur

démantèlement. Restrictions concernant les échanges entre les pays signataires qui demeureront en vigueur après que l'accord aura été mis en oeuvre intégralement.

2.1 Droits et impositions

Droits de douane, contingents tarifaires, impositions ayant un effet équivalent à des droits de douane et droits à caractère fiscal touchant les échanges de produits visés par l'accord; restrictions en vigueur et échanges commerciaux touchés par ces restrictions, calendrier prévu pour leur démantèlement et restrictions résiduelles.

2.2 Restrictions quantitatives

Restrictions quantitatives et mesures ayant un effet équivalent touchant les échanges de produits visés par l'accord; restrictions en vigueur et échanges commerciaux touchés par ces restrictions, calendrier prévu pour leur démantèlement et restrictions résiduelles.

3. Règles d'origine

Critères généraux utilisés pour déterminer l'origine des produits visés par l'accord; en particulier, critère de la transformation substantielle (à savoir, changement de classification tarifaire, pourcentages *ad valorem* et/ou opérations de fabrication ou de transformation). Renseignements sur la question de savoir si les règles d'origine prévoient un cumul quelconque. Critères spécifiques qui peuvent s'appliquer à certains secteurs/produits.

4. Normes

Principaux éléments des dispositions concernant les normes applicables aux échanges entre les pays signataires; en particulier, savoir si des normes communes ou bien une reconnaissance mutuelle des certificats sont prévues. Dans le cas d'unions douanières ou d'accords provisoires débouchant sur une union douanière, renseignements sur la question de savoir si les parties entendent ou non appliquer des normes communes aux importations en provenance de pays tiers.

4.1 Obstacles techniques au commerce

4.2 Mesures sanitaires et phytosanitaires

5. Sauvegardes

Description des mesures d'urgence et autres mécanismes de sauvegarde applicables aux échanges entre les pays signataires (par exemple, difficultés afférentes à la balance des paiements, questions relatives au développement, sauvegardes spéciales concernant l'agriculture), s'ils diffèrent de ceux qui sont appliqués sur une base NPF. Dans le cas d'unions douanières ou d'accords provisoires débouchant sur une union douanière, renseignements sur la question de savoir si les parties entendent ou non appliquer un régime de sauvegarde commun aux importations en provenance de pays tiers. Renseignements sur la question de savoir si l'accord prévoit de soustraire les parties à l'accord aux mesures de sauvegarde appliquées aux importations en provenance de pays tiers.

6. Mesures antidumping et mesures compensatoires

Description des mesures antidumping et des mesures compensatoires applicables aux échanges entre les pays signataires, si elles diffèrent de celles qui sont appliquées sur une base NPF. Dans le cas d'unions douanières ou d'accords provisoires débouchant sur une union douanière, renseignements sur la question de savoir si les parties entendent ou non appliquer un régime commun de mesures antidumping et de mesures compensatoires aux importations en provenance de pays tiers.

7. Subventions et aide de l'Etat
Description du traitement prévu dans l'accord concernant les subventions et l'aide de l'Etat, et indication des moyens offerts par l'accord pour contrer leurs effets sur les échanges entre les pays signataires.
8. Dispositions sectorielles spécifiques
Dispositions spécifiques applicables aux échanges entre les pays signataires dans différents secteurs individuels (ex.: agriculture, pêche, textiles et vêtements, secteur automobile). Dans le cas d'unions douanières ou d'accords provisoires débouchant sur une union douanière, renseignements sur la question de savoir si les parties entendent ou non appliquer un régime sectoriel spécifique commun aux importations en provenance de pays tiers.
9. Autres dispositions
Renseignements sur les dispositions concernant, par exemple, la coopération en matière d'administration douanière, le régime de licences d'importation et l'évaluation en douane, si elles diffèrent de celles qui sont appliquées sur une base NPF. Traitement réservé par les signataires aux produits en provenance de zones de libre-échange établies dans l'une ou l'autre des parties à l'accord.

III. Dispositions générales de l'accord

1. Exceptions et réserves
Exceptions générales et exceptions en matière de sécurité prévues dans l'accord. Réserves formulées par l'une ou l'autre des parties à l'accord.
2. Adhésion
Renseignements sur toute disposition permettant à d'autres pays d'adhérer à l'accord.
3. Procédures de règlement des différends
Description des mécanismes prévus pour résoudre les différends entre les parties à l'accord et rapport entre ces mécanismes et les instruments intergouvernementaux de règlement des différends auxquels les parties ont souscrit au titre d'autres accords bilatéraux, plurilatéraux et/ou multilatéraux.
4. Lien avec d'autres accords commerciaux
Renseignements concernant la question de savoir si l'accord établit ou non un lien spécifique avec d'autres accords commerciaux bilatéraux, plurilatéraux et/ou multilatéraux.
5. Cadre institutionnel
Structure et fonctions des institutions intergouvernementales et/ou supranationales établies pour appliquer l'accord. Responsabilités des entités nationales dans la formulation et la mise en oeuvre des politiques liées à l'accord.

IV. Autres

A des fins de transparence, tout autre renseignement pertinent concernant les dispositions de l'accord.

REG-IV

ACCORDS COMMERCIAUX REGIONAUX

EXEMPLES

EXEMPLES DE NOTIFICATIONS

A. NOTIFICATIONS au titre de l'article XXIV

Unions douanières

[Le pays X] a l'honneur de porter à la connaissance des Membres de l'OMC qu'un accord établissant une union douanière a été conclu entre [le pays Y] et [le pays X]. Cet accord doit entrer en vigueur le [date].

L'accord établissant l'union douanière contient des dispositions relatives au commerce des marchandises qui intéressent les Membres de l'OMC. Cet accord établit entre [le pays X et le pays Y] une union douanière au sens de l'article XXIV du GATT de 1994 et du Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XXIV. Les droits de douane et les autres réglementations commerciales restrictives ont été éliminés pour l'essentiel des échanges commerciaux entre les signataires et un tarif douanier extérieur uniforme a été adopté par les parties à l'accord.

Une copie du texte du traité est jointe en annexe à la présente notification.

Zones de libre-échange

[Le pays X] a l'honneur de porter à la connaissance des Membres de l'OMC qu'un accord de libre-échange a été conclu entre [le pays Y] et [le pays X]. Cet accord doit entrer en vigueur le [date].

L'accord de libre-échange contient des dispositions relatives au commerce des marchandises qui intéressent les Membres de l'OMC. Cet accord établit entre [le pays X et le pays Y] une zone de libre-échange au sens de l'article XXIV du GATT de 1994 et du Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XXIV. Les droits de douane et les autres réglementations commerciales restrictives ont été éliminés pour l'essentiel des échanges commerciaux entre les signataires.

Une copie du texte du traité est jointe en annexe à la présente notification.

Accord provisoire conclu en vue de l'établissement d'une union douanière

[Le pays X] a l'honneur de porter à la connaissance des Membres de l'OMC qu'un accord provisoire a été conclu entre [le pays Y] et [le pays X] en vue de l'établissement d'une union douanière. Cet accord doit entrer en vigueur le [date]. La période de transition prévue pour l'établissement de l'union douanière est de ... ans.

L'accord provisoire contient des dispositions relatives au commerce des marchandises qui intéressent les Membres de l'OMC. Cet accord vise à l'établissement entre [le pays X et le pays Y] d'une union douanière au sens de l'article XXIV du GATT de 1994 et du Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XXIV. Les droits de douane et les autres réglementations commerciales restrictives seront éliminés pour l'essentiel des échanges commerciaux entre les signataires, et les parties ont l'intention d'adopter un tarif douanier extérieur uniforme.

Une copie du texte du traité est jointe en annexe à la présente notification, de même qu'un plan et un programme conformément aux dispositions de l'article XXIV du GATT de 1994.

Accord provisoire conclu en vue de l'établissement d'une zone de libre-échange

[Le pays X] a l'honneur de porter à la connaissance des Membres de l'OMC qu'un accord provisoire a été conclu entre [le pays Y] et [le pays X] en vue de l'établissement d'une zone de libre-échange. Cet accord doit entrer en vigueur le [date]. La période de transition prévue pour l'établissement de la zone de libre-échange est de ... ans.

L'accord provisoire contient des dispositions relatives au commerce des marchandises qui intéressent les Membres de l'OMC. Cet accord vise à l'établissement entre [le pays X et le pays Y] d'une zone de libre-échange au sens de l'article XXIV du GATT de 1994 et du Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XXIV. Les droits de douane et les autres réglementations commerciales restrictives seront éliminés pour l'essentiel des échanges commerciaux entre les signataires.

Une copie du texte du traité est jointe en annexe à la présente notification, de même qu'un plan et un programme conformément aux dispositions de l'article XXIV du GATT de 1994.

B. NOTIFICATIONS au titre de la Clause d'habilitation

[Le pays X] a l'honneur de porter à la connaissance des Membres de l'OMC qu'un arrangement de commerce préférentiel a été conclu entre [le pays Y] et [le pays X] conformément aux dispositions de la *Décision des PARTIES CONTRACTANTES relative au traitement différencié et plus favorable, à la réciprocité et à la participation plus complète des pays en voie de développement*, également appelée Clause d'habilitation. Cet accord doit entrer en vigueur le [date].

L'accord de commerce préférentiel contient des dispositions relatives au commerce des marchandises qui intéressent les Membres de l'OMC. Cet accord établit entre [le pays X et le pays Y] une zone de libre-échange (ou une union douanière) au sens des dispositions pertinentes de l'OMC. Les droits de douane et les autres réglementations commerciales restrictives ont été éliminés pour une part importante des échanges entre les signataires.

Une copie du texte du traité est jointe en annexe à la présente notification.

REG-V

ACCORDS COMMERCIAUX REGIONAUX

TEXTE DES DISPOSITIONS JURIDIQUES

ARTICLE XXIV DU GATT DE 1994

**MEMORANDUM D'ACCORD SUR L'INTERPRETATION DE
L'ARTICLE XXIV DU GATT DE 1994**

**DECISION RELATIVE AU TRAITEMENT DIFFERENCIE ET
PLUS FAVORABLE, A LA RECIPROCITE ET A LA
PARTICIPATION PLUS COMPLETE DES PAYS
EN VOIE DE DEVELOPPEMENT
(CLAUSE D'HABILITATION)**

Article XXIV

Application territoriale Trafic frontalier Unions douanières et zones de libre-échange

1. Les dispositions du présent Accord s'appliqueront au territoire douanier métropolitain des parties contractantes ainsi qu'à tout autre territoire douanier à l'égard duquel le présent Accord a été accepté aux termes de l'article XXVI ou est appliqué en vertu de l'article XXXIII ou conformément au Protocole d'application provisoire. Chacun de ces territoires douaniers sera considéré comme s'il était partie contractante, exclusivement aux fins de l'application territoriale du présent Accord, sous réserve que les stipulations du présent paragraphe ne seront pas interprétées comme créant des droits ou obligations entre deux ou plusieurs territoires douaniers à l'égard desquels le présent Accord a été accepté aux termes de l'article XXVI ou est appliqué en vertu de l'article XXXIII ou conformément au Protocole d'application provisoire par une seule partie contractante.

2. Aux fins d'application du présent Accord, on entend par territoire douanier tout territoire pour lequel un tarif douanier distinct ou d'autres réglementations commerciales distinctes sont appliqués pour une part substantielle de son commerce avec les autres territoires.

3. Les dispositions du présent Accord ne devront pas être interprétées comme faisant obstacle
- a) aux avantages accordés par une partie contractante à des pays limitrophes pour faciliter le trafic frontalier;
 - b) ou aux avantages accordés au commerce avec le Territoire libre de Trieste par des pays limitrophes de ce territoire, à la condition que ces avantages ne soient pas incompatibles avec les dispositions des traités de paix résultant de la seconde guerre mondiale.

4. Les parties contractantes reconnaissent qu'il est souhaitable d'augmenter la liberté du commerce en développant, par le moyen d'accords librement conclus, une intégration plus étroite des économies des pays participant à de tels accords. Elles reconnaissent également que l'établissement d'une union douanière ou d'une zone de libre-échange doit avoir pour objet de faciliter le commerce entre les territoires constitutifs et non d'opposer des obstacles au commerce d'autres parties contractantes avec ces territoires.

5. En conséquence, les dispositions du présent Accord ne feront pas obstacle, entre les territoires des parties contractantes, à l'établissement d'une union douanière ou d'une zone de libre-échange ou à l'adoption d'un accord provisoire nécessaire pour l'établissement d'une union douanière ou d'une zone de libre-échange, sous réserve

- a) que, dans le cas d'une union douanière ou d'un accord provisoire conclu en vue de l'établissement d'une union douanière, les droits de douane appliqués lors de l'établissement de cette union ou de la conclusion de cet accord provisoire ne seront pas, dans leur ensemble, en ce qui concerne le commerce avec les parties contractantes qui ne sont pas parties à de tels unions ou accords, d'une incidence générale plus élevée, ni les autres réglementations commerciales plus rigoureuses que ne l'étaient les droits et les réglementations commerciales en vigueur dans les territoires constitutifs de cette union avant l'établissement de l'union ou la conclusion de l'accord, selon le cas;
- b) que, dans le cas d'une zone de libre-échange ou d'un accord provisoire conclu en vue de l'établissement d'une zone de libre-échange, les droits de douane maintenus dans chaque territoire constitutif et applicables au commerce des parties contractantes qui

ne font pas partie d'un tel territoire ou qui ne participent pas à un tel accord, lors de l'établissement de la zone ou de la conclusion de l'accord provisoire, ne seront pas plus élevés, ni les autres réglementations commerciales plus rigoureuses que ne l'étaient les droits et réglementations correspondants en vigueur dans les mêmes territoires avant l'établissement de la zone ou la conclusion de l'accord provisoire, selon le cas;

- c) et que tout accord provisoire visé aux alinéas a) et b) comprenne un plan et un programme pour l'établissement, dans un délai raisonnable, de l'union douanière ou de la zone de libre-échange.

6. Si, en remplissant les conditions énoncées à l'alinéa a) du paragraphe 5, une partie contractante se propose de relever un droit d'une manière incompatible avec les dispositions de l'article II, la procédure prévue à l'article XXVIII sera applicable. Dans la détermination des compensations, il sera dûment tenu compte de la compensation qui résulterait déjà des réductions apportées au droit correspondant des autres territoires constitutifs de l'union.

7. a) Toute partie contractante qui décide d'entrer dans une union douanière ou de faire partie d'une zone de libre-échange ou de participer à un accord provisoire conclu en vue de l'établissement d'une telle union ou d'une telle zone avisera sans retard les PARTIES CONTRACTANTES et leur fournira, en ce qui concerne cette union ou cette zone, tous les renseignements qui leur permettront d'adresser aux parties contractantes les rapports et les recommandations qu'elles jugeront appropriés.

b) Si, après avoir étudié le plan et le programme compris dans un accord provisoire visé au paragraphe 5, en consultation avec les parties à cet accord et après avoir dûment tenu compte des renseignements fournis conformément à l'alinéa a), les PARTIES CONTRACTANTES arrivent à la conclusion que l'accord n'est pas de nature à conduire à l'établissement d'une union douanière ou d'une zone de libre-échange dans les délais envisagés par les parties à l'accord ou que ces délais ne sont pas raisonnables, elles adresseront des recommandations aux parties à l'accord. Les parties ne maintiendront pas l'accord ou ne le mettront pas en vigueur, selon le cas, si elles ne sont pas disposées à le modifier conformément à ces recommandations.

c) Toute modification substantielle du plan ou du programme visés à l'alinéa c) du paragraphe 5 devra être communiquée aux PARTIES CONTRACTANTES qui pourront demander aux parties contractantes en cause d'entrer en consultations avec elles, si la modification semble devoir compromettre ou retarder indûment l'établissement de l'union douanière ou de la zone de libre-échange.

8. Aux fins d'application du présent Accord,

- a) on entend par union douanière la substitution d'un seul territoire douanier à deux ou plusieurs territoires douaniers, lorsque cette substitution a pour conséquence
 - i) que les droits de douane et les autres réglementations commerciales restrictives (à l'exception, dans la mesure où cela serait nécessaire, des restrictions autorisées aux termes des articles XI, XII, XIII, XIV, XV et XX) sont éliminés pour l'essentiel des échanges commerciaux entre les territoires constitutifs de l'union, ou tout au moins pour l'essentiel des échanges commerciaux portant sur les produits originaires de ces territoires;
 - ii) et que, sous réserve des dispositions du paragraphe 9, les droits de douane et les autres réglementations appliqués par chacun des membres de l'union au commerce avec les territoires qui ne sont pas compris dans celle-ci sont identiques en substance;

- b)* on entend par zone de libre-échange un groupe de deux ou plusieurs territoires douaniers entre lesquels les droits de douane et les autres réglementations commerciales restrictives (à l'exception, dans la mesure où cela serait nécessaire, des restrictions autorisées aux termes des articles XI, XII, XIII, XIV, XV et XX) sont éliminés pour l'essentiel des échanges commerciaux portant sur les produits originaires des territoires constitutifs de la zone de libre-échange.

9. Les préférences visées au paragraphe 2 de l'article premier ne seront pas affectées par l'établissement d'une union douanière ou d'une zone de libre-échange; elles pourront toutefois être éliminées ou aménagées par voie de négociation avec les parties contractantes intéressées.* Cette procédure de négociation avec les parties contractantes intéressées s'appliquera notamment à l'élimination des préférences qui serait nécessaire pour que les dispositions des alinéas *a) i)* et *b)* du paragraphe 8 soient observées.

10. Les PARTIES CONTRACTANTES pourront, par une décision prise à la majorité des deux tiers, approuver des propositions qui ne seraient pas entièrement conformes aux dispositions des paragraphes 5 à 9 inclus à la condition qu'elles conduisent à l'établissement d'une union douanière ou d'une zone de libre-échange au sens du présent article.

11. Tenant compte des circonstances exceptionnelles qui résultent de la constitution de l'Inde et du Pakistan en Etats indépendants et reconnaissant que ces deux Etats ont formé pendant longtemps une unité économique, les parties contractantes sont convenues que les dispositions du présent Accord n'empêcheront pas ces deux pays de conclure des accords spéciaux concernant leur commerce mutuel, en attendant que leurs relations commerciales réciproques soient établies définitivement.*

12. Chaque partie contractante prendra toutes mesures raisonnables en son pouvoir pour que, sur son territoire, les gouvernements ou administrations régionaux ou locaux observent les dispositions du présent Accord.

**MEMORANDUM D'ACCORD SUR L'INTERPRETATION DE
L'ARTICLE XXIV DE L'ACCORD GENERAL SUR LES
TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE DE 1994**

Les *Membres*,

Eu égard aux dispositions de l'article XXIV du GATT de 1994,

Reconnaissant que les unions douanières et les zones de libre-échange se sont grandement accrues en nombre et en importance depuis la mise en place du GATT de 1947 et représentent aujourd'hui une proportion significative du commerce mondial,

Reconnaissant la contribution qu'une intégration plus étroite des économies des parties à de tels accords peut apporter à l'expansion du commerce mondial,

Reconnaissant aussi que cette contribution est plus grande si l'élimination des droits de douane et des autres réglementations commerciales restrictives entre les territoires, constitutifs s'étend à tout le commerce, et plus petite si un secteur majeur du commerce est exclu,

Réaffirmant que de tels accords devraient avoir pour objet de faciliter le commerce entre les territoires constitutifs et non d'opposer des obstacles au commerce d'autres Membres avec ces territoires, et que les parties qui concluent de tels accords ou en élargissent la portée doivent dans toute la mesure du possible éviter que des effets défavorables n'en résultent pour le commerce d'autres Membres,

Convaincus aussi de la nécessité de renforcer l'efficacité de l'examen par le Conseil du commerce des marchandises des accords notifiés au titre de l'article XXIV, en clarifiant les critères et procédures d'évaluation des accords nouveaux ou élargis et en améliorant la transparence de tous les accords conclus au titre de l'article XXIV,

Reconnaissant la nécessité d'une communauté de vues concernant les obligations des Membres au titre du paragraphe 12 de l'article XXIV,

Conviennent de ce qui suit:

1. Pour être conformes à l'article XXIV, les unions douanières, zones de libre-échange et accords provisoires conclus en vue de l'établissement d'une union douanière ou d'une zone de libre-échange, doivent satisfaire, entre autres, aux dispositions des paragraphes 5, 6, 7 et 8 de cet article.

Article XXIV:5

2. L'évaluation au titre du paragraphe 5 a) de l'article XXIV de l'incidence générale des droits de douane et autres réglementations commerciales applicables avant et après l'établissement d'une union douanière se fera en ce qui concerne les droits de douane et impositions sur la base d'une évaluation globale des taux de droits moyens pondérés et des droits de douane perçus. Seront utilisées pour cette évaluation les statistiques des importations faites pendant une période représentative antérieure qui seront communiquées par l'union douanière, par ligne tarifaire, en valeur et en volume, ventilées par pays d'origine membre de l'OMC. Le Secrétariat calculera les taux de droits moyens pondérés et les droits de douane perçus selon la méthodologie utilisée dans l'évaluation des offres tarifaires faites au cours des Négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay. A cette fin, les droits de douane

et impositions à prendre en considération seront les taux de droits appliqués. Il est reconnu qu'aux fins de l'évaluation globale de l'incidence des autres réglementations commerciales qu'il est difficile de quantifier et d'agréger, l'examen de chaque mesure, réglementation, produit visé et flux commercial affecté pourra être nécessaire.

3. Le "délai raisonnable" mentionné au paragraphe 5 c) de l'article XXIV ne devrait dépasser 10 ans que dans des cas exceptionnels. Dans les cas où des Membres parties à un accord provisoire estimeront que 10 ans seraient insuffisants, ils expliqueront en détail au Conseil du commerce des marchandises pourquoi un délai plus long est nécessaire.

Article XXIV:6

4. Le paragraphe 6 de l'article XXIV fixe la procédure à suivre lorsqu'un Membre établissant une union douanière se propose de relever un droit consolidé. A cet égard, les Membres réaffirment que la procédure de l'article XXVIII, précisée dans les lignes directrices adoptées le 10 novembre 1980 (IBDD, S27/27-29) et dans le Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XXVIII du GATT de 1994, doit être engagée avant que des concessions tarifaires ne soient modifiées ou retirées lors de l'établissement d'une union douanière ou de la conclusion d'un accord provisoire en vue de l'établissement d'une union douanière.

5. Ces négociations seront engagées de bonne foi en vue d'arriver à des compensations mutuellement satisfaisantes. Au cours de ces négociations, comme l'exige le paragraphe 6 de l'article XXIV, il sera dûment tenu compte des réductions de droits de douane sur la même ligne tarifaire faites par d'autres entités constitutives de l'union douanière lors de l'établissement de cette union. Au cas où ces réductions ne seraient pas suffisantes pour constituer les compensations nécessaires, l'union douanière offrirait des compensations, qui pourront prendre la forme de réductions de droits de douane sur d'autres lignes tarifaires. Une telle offre sera prise en considération par les Membres ayant des droits de négociateur dans la consolidation modifiée ou retirée. Au cas où les compensations demeureraient inacceptables, les négociations devraient se poursuivre. Lorsque, malgré ces efforts, un accord dans les négociations sur les compensations à prévoir au titre de l'article XXVIII, tel qu'il est précisé par le Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XXVIII du GATT de 1994, ne pourra pas intervenir dans un délai raisonnable à compter de l'ouverture des négociations, l'union douanière sera néanmoins libre de modifier ou de retirer les concessions; les Membres affectés seront alors libres de retirer des concessions substantiellement équivalentes conformément à l'article XXVIII.

6. Le GATT de 1994 n'impose pas aux Membres bénéficiant d'une réduction des droits de douane à la suite de l'établissement d'une union douanière, ou d'un accord provisoire conclu en vue de l'établissement d'une union douanière, l'obligation de fournir à ses entités constitutives des compensations.

Examen des unions douanières et zones de libre-échange

7. Toutes les notifications faites au titre du paragraphe 7 a) de l'article XXIV seront examinées par un groupe de travail à la lumière des dispositions pertinentes du GATT de 1994 et du paragraphe 1 du présent mémorandum d'accord. Le groupe de travail présentera un rapport au Conseil du commerce des marchandises sur ses constatations en la matière. Le Conseil du commerce des marchandises pourra adresser aux Membres les recommandations qu'il jugera appropriées.

8. En ce qui concerne les accords provisoires, le groupe de travail pourra dans son rapport formuler des recommandations appropriées quant au calendrier proposé et aux mesures nécessaires à la mise en place définitive de l'union douanière ou de la zone de libre-échange. Il pourra, si nécessaire, prévoir un nouvel examen de l'accord.

9. Les Membres parties à un accord provisoire notifieront les modifications substantielles du plan et du programme compris dans cet accord au Conseil du commerce des marchandises qui, si demande lui en est faite, examinera ces modifications.

10. Au cas où, contrairement à ce qui est prévu au paragraphe 5 c) de l'article XXIV, un accord provisoire notifié conformément au paragraphe 7 a) de l'article XXIV ne comprendrait pas un plan et un programme, le groupe de travail recommandera dans son rapport un tel plan et un tel programme. Les parties ne maintiendront pas, ou s'abstiendront de mettre en vigueur, selon le cas, un tel accord si elles ne sont pas prêtes à le modifier dans le sens de ces recommandations. Il sera prévu un examen ultérieur de la mise en oeuvre desdites recommandations.

11. Les unions douanières et les entités constitutives des zones de libre-échange feront rapport périodiquement au Conseil du commerce des marchandises, ainsi que les PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947 l'ont envisagé dans l'instruction donnée au Conseil du GATT de 1947 au sujet des rapports sur les accords régionaux (IBDD, S18/42), sur le fonctionnement de l'accord considéré. Toutes modifications et/ou tous faits nouveaux notables concernant un accord devraient être notifiés dès qu'ils interviendront.

Règlement des différends

12. Les dispositions des articles XXII et XXIII du GATT de 1994, telles qu'elles sont précisées et mises en application par le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, pourront être invoquées pour ce qui est de toutes questions découlant de l'application des dispositions de l'article XXIV relatives aux unions douanières, aux zones de libre-échange ou aux accords provisoires conclus en vue de l'établissement d'une union douanière ou d'une zone de libre-échange.

Article XXIV:12

13. Chaque Membre est pleinement responsable au titre du GATT de 1994 de l'observation de toutes les dispositions du GATT de 1994 et prendra toutes mesures raisonnables en son pouvoir pour que, sur son territoire, les gouvernements et administrations régionaux et locaux observent lesdites dispositions.

14. Les dispositions des articles XXII et XXIII du GATT de 1994, telles qu'elles sont précisées et mises en application par le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, pourront être invoquées pour ce qui est des mesures affectant l'observation du GATT de 1994 prises par des gouvernements ou administrations régionaux ou locaux sur le territoire d'un Membre. Lorsque l'Organe de règlement des différends aura déterminé qu'une disposition du GATT de 1994 n'a pas été observée, le Membre responsable prendra toutes mesures raisonnables en son pouvoir pour que ladite disposition soit observée. Les dispositions relatives à la compensation et à la suspension de concessions ou autres obligations s'appliquent dans les cas où il n'a pas été possible de faire observer une disposition.

15. Chaque Membre s'engage à examiner avec compréhension toutes représentations que pourra lui adresser un autre Membre au sujet de mesures affectant le fonctionnement du GATT de 1994 prises sur son territoire et à ménager des possibilités adéquates de consultation sur ces représentations.

TRAITEMENT DIFFERENCIE ET PLUS FAVORABLE,
RECIPROCITE, ET PARTICIPATION PLUS COMPLETE
DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

*Décision du 28 novembre 1979
(L/4903)*

A la suite des négociations qui ont eu lieu dans le cadre général des Négociations commerciales multilatérales, les PARTIES CONTRACTANTES *décident* ce qui suit:

1. Nonobstant les dispositions de l'article premier de l'Accord général, les parties contractantes peuvent accorder un traitement différencié et plus favorable aux pays en voie de développement¹, sans l'accorder à d'autres parties contractantes.
2. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux éléments ci-après²:
 - a) traitement tarifaire préférentiel accordé par des parties contractantes développées pour des produits originaires de pays en voie de développement, conformément au Système généralisé de préférences³,
 - b) traitement différencié et plus favorable en ce qui concerne les dispositions de l'Accord général relatives aux mesures non tarifaires régies par les dispositions d'instruments négociés multilatéralement sous les auspices du GATT;
 - c) arrangements régionaux ou mondiaux conclus entre parties contractantes peu développées en vue de la réduction ou de l'élimination de droits de douane sur une base mutuelle et, conformément aux critères ou aux conditions qui pourraient être prescrits par les PARTIES CONTRACTANTES, en vue de la réduction ou de l'élimination, sur une base mutuelle, de mesures non tarifaires, frappant des produits que ces parties contractantes importent en provenance les unes des autres;
 - d) traitement spécial accordé aux pays en voie de développement les moins avancés dans le contexte de toute mesure générale ou spécifique en faveur des pays en voie de développement.
3. Tout traitement différencié et plus favorable accordé au titre de la présente clause:
 - a) sera conçu pour faciliter et promouvoir le commerce des pays en voie de développement et non pour élever des obstacles ou créer des difficultés indues au commerce de toutes autres parties contractantes;

¹L'expression "pays en voie de développement", telle qu'elle est utilisée dans le présent texte, doit s'entendre comme désignant également les territoires en voie de développement.

²Il restera loisible aux PARTIES CONTRACTANTES d'examiner selon l'espèce, au titre des dispositions de l'Accord général concernant l'action collective, toutes propositions de traitement différencié et plus favorable qui ne relèveraient pas des dispositions du présent paragraphe.

³Tel qu'il est défini dans la décision des PARTIES CONTRACTANTES en date du 25 juin 1971 concernant l'instauration d'un système généralisé de préférences, "sans réciprocité ni discrimination, qui serait avantageux pour les pays en voie de développement" (IBDD, Suppl. n° 18, page 27).

- b) ne constituera pas une entrave à la réduction ou à l'élimination de droits de douane ou d'autres restrictions au commerce sur la base du traitement de la nation la plus favorisée;
- c) sera, s'il s'agit d'un traitement accordé aux pays en voie de développement par des parties contractantes développées, conçu et, si cela est nécessaire, modifié pour répondre de manière positive aux besoins du développement, des finances et du commerce des pays en voie de développement.

4. Toute partie contractante qui prendra des mesures pour instituer un arrangement conformément aux paragraphes 1, 2 et 3 ci-dessus, ou, ultérieurement, pour modifier ou cesser d'accorder un traitement différencié et plus favorable¹:

- a) en donnera notification aux PARTIES CONTRACTANTES et leur fournira tous les renseignements qu'elles pourront juger appropriés au sujet de ces mesures;
- b) se prêtera dans les moindres délais à des consultations à la demande de toute partie contractante intéressée, au sujet de toute difficulté ou question qui pourrait se poser. Les PARTIES CONTRACTANTES, si ladite partie contractante leur en fait la demande, procéderont à des consultations sur la question avec toutes les parties contractantes concernées en vue d'arriver à des solutions satisfaisantes pour toutes ces parties contractantes.

5. Les pays développés n'attendent pas de réciprocité pour les engagements, pris par eux au cours de négociations commerciales, de réduire ou d'éliminer les droits de douane et autres obstacles au commerce des pays en voie de développement, c'est-à-dire que les pays développés n'attendent pas des pays en voie de développement qu'ils apportent, au cours de négociations commerciales, des contributions incompatibles avec les besoins du développement, des finances et du commerce de chacun de ces pays. Les parties contractantes développées ne chercheront donc pas à obtenir, et les parties contractantes peu développées ne seront pas tenues d'accorder, des concessions incompatibles avec les besoins du développement, des finances et du commerce de ces dernières.

6. Eu égard aux difficultés économiques spéciales et aux besoins particuliers du développement, des finances et du commerce des pays les moins avancés, les pays développés feront preuve de la plus grande modération en cherchant à obtenir des concessions ou des contributions en contrepartie des engagements pris par eux à l'effet de réduire ou d'éliminer les droits de douane et autres obstacles au commerce de ces pays, et l'on n'attendra pas des pays les moins avancés qu'ils accordent des concessions ou apportent des contributions incompatibles avec la reconnaissance de leur situation et de leurs problèmes particuliers.

7. Les concessions accordées et les contributions apportées ainsi que les obligations assumées dans le cadre des dispositions de l'Accord général par les parties contractantes développées et les parties contractantes peu développées devraient promouvoir les objectifs fondamentaux dudit Accord, y compris ceux qui sont inscrits dans le Préambule et dans l'article XXXVI. Les parties contractantes peu développées s'attendent que leur capacité d'apporter des contributions ou d'accorder des concessions négociées ou d'entreprendre toute autre action mutuellement convenue dans le cadre des dispositions et des procédures de l'Accord général s'améliore avec le développement progressif de leurs économies et l'amélioration de leur situation commerciale, et elles s'attendraient, en conséquence, à prendre plus pleinement leur part dans l'ensemble des droits et obligations découlant de l'Accord général.

¹Rien dans ces dispositions n'affectera les droits que les parties contractantes tiennent de l'Accord général.

8. Il sera tenu particulièrement compte de la sérieuse difficulté que les pays les moins avancés éprouvent à accorder des concessions et apporter des contributions étant donné leur situation économique spéciale et les besoins de leur développement, de leurs finances et de leur commerce.

9. Les parties contractantes collaboreront aux arrangements en vue de l'examen de l'application de ces dispositions, sans perdre de vue qu'il est nécessaire que les parties contractantes s'efforcent, individuellement et collectivement, de répondre aux besoins du développement des pays en voie de développement et aux objectifs de l'Accord général.